

PARALYSIE DU COMPLEXE ÉLECTRO-INDUSTRIES D'AZAZGA

Syndicalistes en grève de la faim et ouvriers en débrayage

Rien ne va plus au complexe Electro-Industries d'Azazga, qui emploie 860 ouvriers, paralysé par une grève générale illimitée des travailleurs en soutien aux quatre membres du bureau du syndicat entrés en grève de la faim depuis mardi.

Pour reprendre la production qui est présentement à l'arrêt, les ouvriers qui ont observé hier un sit-in devant le complexe, exigent la satisfaction pleine et entière de la plateforme de revendications portant essentiellement sur l'augmentation des salaires.

Une revendication légitimée par les bénéfices engrangés par le complexe, les travailleurs se basant sur la convention de branche, article 217 qui évoque cette question de l'augmentation des salaires. La grève illimitée est égale-

ment soutenue par l'Union locale et l'Union de wilaya UGTA qui trouvent légitimes les revendications du syndicat d'autant que l'unité respire la santé financière grâce aux travailleurs.

Présents hier devant le portail du complexe pour tenter de dénouer la crise, ils affirment apporter leur soutien indéfectible aux travailleurs et aux grévistes de la faim dont l'état de santé inspire inquiétude avec l'évacuation à l'hôpital de trois d'entre eux.

L'Union de wilaya UGTA n'écartera pas l'éventualité du recours à des actions plus radicales si la direction persiste dans son refus de dialogue estimant qu'il y va de la vie des syndicalistes. Ces syndicalistes, tout autant que des confrères qui ont sollicité une entrevue avec la direction pour avoir son point de vue sur ce conflit, n'ont pas pu rencontrer les responsables du complexe. Notre tentative auprès de la sécurité de l'usine pour entrer en contact télé-

phonique avec la direction connaîtra le même sort.

La colère des ouvriers est d'autant plus grande qu'ils s'estiment ignorés par la direction qui aurait mis en quarantaine les grévistes de la faim et appelé à la reprise du travail au lieu de reprendre le dialogue social tout en menaçant les ouvriers en pré-emploi de ne pas renouveler leurs contrats s'ils s'alignent sur les grévistes. Nous y reviendrons.

S. Hammoum

PREMIÈRE CONVENTION RÉGIONALE DU RCD À BÉJAÏA

L'avant-projet d'une constitution pérenne en débat

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) a organisé, hier, au théâtre régional de Béjaïa, sa première convention régionale autour de son avant-projet de constitution.

Des acteurs de la société civile, des élus locaux de différentes tendances politiques, des universitaires, des juristes ainsi que des militants du parti ont été invités à débattre dans une totale transparence, des propositions du RCD exprimées dans son avant-projet en faveur «d'une constitution

pérenne». A travers ce genre de regroupement qui se veut ouvert à tous les acteurs politiques, syndicaux et de la société civile, le parti de Mohcine Belabes entend soustraire le débat sur la révision de la Constitution «des manœuvres en cours et du commentaire, pour installer le pays dans une réelle perspective démocratique».

«Depuis l'indépendance, les différentes Constitutions algériennes ont toujours obéi aux manipulations des groupes dominants et de clans qui ont décrédibilisé les différentes institutions et terni l'image

du pays. Leurs rédactions et amendements ont toujours été confiés à des commissions dépendantes de leurs conclusions adoptées dans l'opacité la plus totale», écrit le RCD dans son document portant invitation à la convention.

Dans leurs interventions, les deux principaux animateurs de la rencontre, M^e Hakim Saheb et M^e Djamel Benyoub, respectivement secrétaire national à la réforme de l'Etat et secrétaire national aux affaires juridiques, ont explicité les principaux axes du document consacrant, outre la séparation véritable des pouvoirs, la limitation des mandats présidentiels, une restructuration politique et administrative de l'Etat pour, ont soutenu les responsables du RCD, «aboutir

à une Constitution pérenne et consensuelle qui résistera au temps et aux humeurs personnelles».

«La Constitution est un contrat social dont la philosophie doit faire écho à l'histoire et à la mémoire des peuples, sous peine d'être reçue comme un corps étranger par le corps social auquel elle est supposée garantir stabilité, harmonie et convivialité (...). La Constitution, reflet des aspirations du peuple, traduit les mutations sociales profondes et consacre la primauté du droit. Une loi fondamentale qui garantit les droits et libertés individuels et collectifs, protège la règle du libre choix du peuple et confère la légitimité à l'exercice des pouvoirs», lit-on

dans le préambule de l'avant-projet de Constitution soumis au débat, lors de ce premier regroupement du RCD à Béjaïa.

Un avant-projet d'une Constitution d'un Etat moderne qui exige «la séparation du politique et du religieux, qui restitue le champ de la foi à la sphère privée». Le RCD plaide également dans ses propositions, en faveur «d'un Etat édifié sur les principes de l'unité et de l'indivisibilité ayant vocation à se réaliser dans la prise en charge des spécificités locales et régionales de la nation qui doivent y trouver leur pleine expression, dans un cadre légal reconnaissant aux régions le plein exercice de leurs pouvoirs».

A. K.

Crime odieux au centre-ville de Béjaïa

Porté disparu dans la soirée de jeudi dernier, alors qu'il effectuait une balade en voiture sur les hauteurs sud de la ville de Béjaïa, où il avait habitude de s'y rendre régulièrement, Kamel Guerrout, âgé d'une quarantaine d'années, tourneur de profession, a été retrouvé mort vendredi en fin de journée de vendredi, à Tala Merkha, quartier périphérique de la capitale des Hammadites, vraisemblablement assassiné par arme blanche par une ou plusieurs personnes. Le corps de la victime a été signalé par les citoyens non loin du centre-ville, abandonné dans un endroit broussailleux et désert. La dépouille a été ensuite prise en charge par les enquêteurs de la Gendarmerie nationale aux fins d'une autopsie et des formalités d'usage pour déterminer les circonstances de ce crime, qui a mis en émoi et la famille du défunt et la population locale.

Kamel Gaci

EL AMRA (AÏN DEFLA)

Des habitants contestent un plan d'occupation d'un sol (POS)

Plus d'une centaine d'habitants d'El Amra (16 km au nord-ouest de Aïn Defla) ont tenu un sit-in devant le siège de l'APC de la ville d'El Amra pour protester contre le lancement du POS 1 A, plan d'occupation d'une superficie située dans la zone ouest de la ville, zone intégrée dans le PDAU depuis 1997, selon les services de l'urbanisme.

Pour appuyer cette remise en cause, une pétition signée par 147 personnes a été adressée à toutes les instances concernées. Dans ce document, on rapporte que les parcelles qui composent cette superficie sont des propriétés privées et de plus des terres agricoles.

Il est reproché aux responsables de l'APC d'avoir intégré ces parcelles dans ce plan sans qu'il y ait eu consultation préalable des concernés et sans que l'opération n'ait été rendue publique par voie d'affichage.

Les signataires déclarent avoir été informés

que l'APC allait confisquer leurs parcelles qui sont leurs biens et qui emploient quelque 300 personnes.

Par ailleurs, les signataires de la pétition rappellent que lors de la réunion qui a regroupé l'exécutif de l'APC et les concernés, ces derniers ont opposé un net refus de ce plan, d'autant plus, ajoutent-ils, que le P/APC n'a donné aucun éclaircissement et refusé même d'enregistrer leur doléance sur le registre officiel.

Pour en savoir plus, nous nous sommes rapprochés de la DUCH (Direction de l'urbanisme de la construction et de l'habitat) de Aïn Defla.

Les responsables nous ont expliqué que ce plan existe bel et bien mais que les concernés font preuve d'une méconnaissance de ce genre de plan. «Quand nous nous apercevons que dans une zone donnée, des habitations commencent à s'agglomérer d'une façon anarchique, nous nous empressons de lancer un plan d'urbanisation pour organiser la construction, faire obligation de l'établissement d'un per-

mis de construire conforme à la réglementation, où construire et comment construire, de prévenir les constructions anarchiques. Par ailleurs, les agglomérations d'habitations exigeront à un moment donné des établissements publics (lycées, écoles, salles de soins, agences administratives...). Dans ce cas et seulement dans ce cas, l'Etat achète le terrain aux concernés ou procède à l'expropriation suivie par une compensation fixée par la loi. Ces plans définis par la réglementation en vigueur existent dans toutes les communes du pays.»

Mieux encore, nous avons posé la question au chef de l'exécutif de la wilaya à ce sujet. «Il ne fait pas partie de ce plan de déposséder quiconque et l'expropriation n'interviendra, si toutefois il n'y a pas d'accord bilatéral, seulement pour la réalisation d'établissements publics et seulement dans ce cas. En plus, un fonds d'indemnisation réservé aux cas d'expropriation a déjà été notifié au Trésor public.»

Karim O.

Publicité